



**Organisation pour l'interdiction des armes chimiques**

**107<sup>ème</sup> Session du Conseil exécutif**

**Déclaration**

**S.E. Corinne Cicéron Bühler  
Représentante permanente de la Suisse auprès de l'OIAC**

**Débat général**

**La Haye, 08-11 Octobre 2024**

---

**Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons**

**107th Session of the Executive Council**

**Statement**

**H.E. Corinne Cicéron Bühler  
Permanent Representative of Switzerland to the OPCW**

**General Debate**

**The Hague, 08-11 October 2024**

Monsieur le Président,

Permettez-moi, tout d'abord, de vous remercier pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles vous avez dirigé les travaux de ce Conseil.

Monsieur le Président,

Notre objectif commun est un monde exempt d'armes chimiques. Bien que nous ayons réalisé des progrès substantiels, comme par exemple la destruction de toutes les armes chimiques déclarées l'année dernière, notre travail est malheureusement confronté à divers défis.

L'un des principaux défis est l'utilisation répétée d'armes chimiques en Syrie. La Suisse salue le professionnalisme et les efforts impressionnants déployés par l'OIAC, à travers son Secrétariat technique, depuis plus de dix ans. Il est regrettable que des questions non résolues persistent, et deux des 26 questions en suspens ont notamment été soulevées cette année même. Il est d'autant plus alarmant que les deux questions les plus récentes indiquent un potentiel développement et une production à grande échelle d'armes chimiques non déclarées sur deux sites officiellement déclarés comme liés aux armes chimiques. La Suisse appelle donc la République arabe syrienne à fournir des explications vérifiables et scientifiquement plausibles qui clarifieraient une fois pour toutes, toutes les questions non résolues. La Suisse prend également note du Groupe de travail sur l'avancement des propositions concernant la responsabilité pénale internationale pour l'utilisation documentée d'armes chimiques.

Monsieur le Président,

Des questions subsistent également concernant l'empoisonnement de M. Navalny en 2020. La Fédération de Russie n'a ni engagé une enquête indépendante ni coopéré avec l'OIAC, alors même qu'elle y était tenue en vertu de la Convention. Plus tôt cette année, M. Navalny est décédé dans un établissement pénitentiaire russe où il avait été arbitrairement détenu, dans des circonstances qui restent floues. Nous réitérons notre appel aux autorités russes à mener une enquête efficace, indépendante et impartiale sur les causes de sa mort.

La Suisse est également préoccupée par la multiplication des allégations concernant l'utilisation d'agents antiémeutes et de produits chimiques toxiques dans le contexte de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. Ces allégations sont graves et constitueraient une violation de la Convention si elles étaient confirmées. La Suisse soutient donc que l'OIAC surveille la situation et effectue les visites d'assistance technique demandées.

Dans notre effort commun pour maintenir la norme mondiale contre les armes chimiques, il est de notre devoir de continuer à soulever ces questions et d'exiger des réponses et des clarifications fondées sur la science.

Monsieur le Président,

Un autre défi auquel nous sommes confrontés dans notre travail est le progrès constant des sciences et des technologies. Bien que ce soit moins préoccupant que l'utilisation répétée d'armes chimiques, cela nécessite néanmoins toute notre attention. Face aux avancées technologiques, il sera crucial de les évaluer minutieusement et de doter les décideurs politiques d'une compréhension technique solide. La Suisse salue donc les efforts déployés ces derniers mois, tels que la conférence allemande sur l'intelligence artificielle et les armes de destruction massive ou les travaux du Groupe consultatif scientifique (SAB), pour n'en nommer que quelques-uns. Par ailleurs, la Suisse se félicite de la tenue de la Conférence mondiale par le Royaume du Maroc et le Secrétariat technique pour explorer et examiner les implications des technologies de l'intelligence artificielle dans le cadre de la Convention.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour souligner l'importance de la conférence Spiez CONVERGENCE, une série de conférences biennales qui s'est tenue la dernière fois en septembre 2024, organisée par la Suisse et créée suite à une recommandation du SAB. Spiez CONVERGENCE vise à surveiller et évaluer si et comment les avancées dans la chimie, la biologie et d'autres domaines - actuellement avec un focus sur l'intelligence artificielle - ont un impact sur le contrôle des armements, et en particulier la Convention sur les armes chimiques. En réunissant des chercheurs de divers domaines scientifiques, des représentants de l'industrie et des experts en politique de désarmement et de sécurité, la conférence offre une plateforme unique pour discuter de ces questions. Une fois le rapport de l'édition 2024 disponible, nous serons heureux de le partager avec les collègues intéressés.

Enfin, laissez-moi aborder le sujet des contributions des sociétés civiles à la Conférence des États parties. La Suisse croit en l'effet positif de la participation des membres de la société civile. Afin de faciliter et de promouvoir leur participation, nous sommes favorables à une approbation prévisible et rapide des ONG selon un calendrier établi et en suivant des procédures claires, y compris une objection écrite et motivée.

En conclusion, Monsieur le Président, permettez-moi quelques commentaires sur les questions financières. Une base financière solide et une utilisation judicieuse des fonds sont des éléments cruciaux pour le bon fonctionnement de notre Organisation. Dans ce contexte, la Suisse apprécie le travail rigoureux du Secrétariat technique et des co-facilitateurs du budget. La Suisse soutient pleinement la recommandation à la Conférence des États parties, lors de sa vingt-neuvième session, d'approuver le projet budgétaire révisé.

Je vous prie de bien vouloir considérer cette déclaration comme un document officiel publié sur le serveur externe (Catalyst) et sur le site web public de l'OIAC.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mr. Chairperson,

At the outset, let me thank you for the able and efficient manner in which you have steered the work of this council.

Mr. Chairperson

Our common goal is to rid the world of chemical weapons. While we have made substantial progress, for example with the destruction of all declared chemical weapons last year, our work sadly has been facing various challenges.

One of the major challenges has been the repeated use of Chemical Weapons in Syria. Switzerland salutes the professionalism and impressive efforts made by the OPCW, through its Technical Secretariat, for more than ten years. It is regrettable that outstanding issues persist and two of the total 26 outstanding issues arose as recently as this year. It is therefore all the more alarming that the two newest issues indicate potentially undeclared full-scale development and production of chemical weapons at two formally declared chemical weapons-related sites. Switzerland thus calls on the Syrian Arab Republic to provide verifiable and scientifically plausible explanations that will clarify all unresolved issues once and for all. Switzerland also takes note of the Working Group to Advance Proposals regarding the International Criminal Accountability for Documented Chemical Weapons Use.

Mr. Chairperson.

Questions also remain regarding the poisoning of Mr. Navalny in 2020. The Russian Federation has neither launched an independent investigation nor cooperated with the OPCW, although it is obliged to do so under the Convention. Earlier this year, Mr. Navalny died in a Russian penal institution where he had been arbitrarily detained, in circumstances that remain unclear. Again, we call on the Russian authorities to carry out an effective, independent and impartial investigation into the cause of his death.

Switzerland is equally concerned about the rise of allegations regarding the use of Riot-Control-Agents and toxic chemicals in the context of Russia's military aggression against Ukraine. These allegations are serious and would constitute a violation of the Convention if confirmed. Switzerland therefore supports the fact that the OPCW is monitoring the situation and carrying out the requested Technical Assistance Visits.

In our common endeavor to uphold the global norm against chemical weapons, it is our obligation to continue to raise these issues and demand answers and clarifications on the basis of science.

Mr. Chairperson,

Another challenge to our work is the continuous progress being made in science and technology. While this is less concerning than the repeated use of chemical weapons, it nonetheless requires our attention. In the face of technological progress, it will be crucial to thoroughly assess it and to equip policymakers with a solid technical grasp. Switzerland therefore commends the efforts undertaken in recent months, such as the German conference on Artificial Intelligence and Weapons of Mass Destruction or work by the SAB, to name a few. Further, Switzerland welcomes the convening of the Global Conference by the Kingdom of Morocco and the Technical Secretariat to explore and examine the implications of AI technology within the framework of the Convention.

Let me take this opportunity to highlight the Spiez CONVERGENCE, a bi-annual conference series, last held in September 2024 hosted by Switzerland that was established following a recommendation by the SAB. The Spiez CONVERGENCE aims to monitor and assess if and how advances in chemistry, biology and other fields – currently with a focus on AI - impact arms control, and in particular the Chemical Weapons Convention. In bringing together researchers from various scientific fields with industry representatives and experts from disarmament and security policy, the conference provides a unique platform to discuss these issues. Once the report of the 2024 edition is available, we will happily share it with interested colleagues.

Finally, let me turn to the subject of civil society contributions to the Conference of States Parties. Switzerland believes in the positive effect of participation by members of civil society. In order to facilitate and promote their participation, we are in favor of predictable and rapid approval of NGOs according to an established timetable and following clear procedures, including a written and reasoned objection.

In closing, Mr. Chairperson, allow me a few comments on financial matters. A solid financial basis and the sensible utilization of funds is a crucial element for the functioning of our Organisation. In this context, Switzerland appreciates the diligent work by the Technical Secretariat and the budget co-facilitators. Switzerland fully supports recommending to the Conference of States Parties at its Twenty-Ninth session to approve the revised draft budget.

I would kindly ask you to consider this statement as an official document and published on the external server (Catalyst) and the public website of the OPCW.

I thank you, Mr. Chairperson.